

# Enbata

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
5 avril 2012  
n° 2223  
1,30 €

Aberri Eguna 2012

## Manifestation Deiadar

Chasser  
les démons  
du jacobinisme





# Petzero

**P**AR un vote à l'unanimité des 52 élus du Parlement de Navarre le 2 février dernier, le Conseil général, propriétaire du train de Larrune, a décidé de reprendre l'infrastructure en gestion directe. Elle avait été concédée à la CFTA (Chemins de fer et transport automobile) du groupe Veolia Transport en 1994. Pour une fois, un équipement public rentable revient à la collectivité propriétaire qui pourra bénéficier des retombées financières qu'il génère. On ne peut que s'en réjouir, tant on nous a habitués à l'inverse.

L'exemple le plus déplorable est celui des autoroutes privatisées au profit des grands groupes du BTP. Eiffage et Vinci bénéficient grassement des largesses de l'Etat français: les autoroutes financées par l'argent public sont tombées dans leur escarcelle au moment, précisément, où, leur construction amortie, elles sont sources de substantiels profits. Montesquieu déplorait: «Autrefois le bien des particuliers faisait le trésor public; mais pour lors, le trésor public devient le patrimoine des particuliers. La république est une dépouille» (De l'esprit des lois). Que ne dirait-il aujourd'hui?

La gestion à venir du petit train de Larrune a été confiée à l'EPSA (Etablissement public des stations d'altitude), organisme départemental qui gère les stations de ski béarnaises d'Artouste, Gourette et la Pierre Saint-Martin. Cette cession soulève quelques interrogations.

En premier lieu, celle du transfert, récurrent, de l'argent de la partie basque du département vers le Béarn. Les stations de ski béarnaises sont structurellement, chroniquement, déficitaires. Chaque année, la collectivité départementale comble le déficit d'exploitation de l'EPSA à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros. La subvention départementale pour la seule année 2012 s'élèvera à 342.000€.

Ces subventions annuelles s'ajoutent aux sommes pharaoniques investies par le Conseil général pour la rénovation des équipements. Depuis 2001, ce sont environ soixante millions d'euros qui ont été engloutis dans ces stations pour financer routes d'accès, parkings, remontées mécaniques ou canons à neige, alors que le loyer acquitté, en contrepartie, par l'EPSA, pour l'utilisation du

domaine skiable, couvre à peine les intérêts des emprunts contractés par le département. Tout cela pour à peine 5% de l'activité touristique du département.

Même si les bénéficiaires du petit train de Larrune ne suffiront pas, loin s'en faut, à remplir le véritable tonneau des Danaïdes qu'est l'EPSA, on voit l'intérêt pour le Conseil général de mutualiser les budgets de ces infrastructures. En ces temps d'austérité, rien n'est à négliger pour masquer les déficits de ces équipements qui profitent prioritairement aux classes sociales les plus aisées. Rappelons que seuls 8% de la population va skier. Que l'on sache, ce ne sont pas les plus nécessiteux de notre société.

Dans le même temps, en présentant le projet de budget 2012, actuellement en discussion au Parlement de Navarre, Georges Labazée annonce un «rééquilibrage» du budget route au profit du Béarn qui aurait été lésé par la majorité précédente. Pourtant, lorsqu'on considère les budgets d'investissements du Conseil général ces dernières années, la réalité apparaît différente. La clé de répartition entre Béarn et Pays Basque reste toujours 60%-40%, à l'image de la proportion démographique d'il y a vingt ans, alors que les trois provinces d'Iparalde abritent 44,15% des habitants du département des PA, d'après les chiffres du recensement 2009, publiés récemment par l'INSEE.

Mais faut-il s'étonner de ces iniquités? L'absence d'une collectivité territoriale du Pays Basque fait que la gouvernance de notre territoire se trouve à Pau ou à Bordeaux, que les politiques publiques de développement sont décidées ailleurs que chez nous. Quand, de surcroît, les élus territoriaux d'Iparalde, par choix idéologique ou discipline de parti, ne défendent pas vraiment les intérêts de notre territoire, il ne faut pas s'étonner que l'argent continue de filer ailleurs.

Alors, on peut parler, comme l'a fait Georges Labazée pour faire passer la pilule, de vision commerciale renforcée, de souci de valorisation du site de Larrune qui pourrait être élargi vers un partenariat avec la Navarre par le biais d'un GECT (Groupement européen de coopération transfrontalier), la réalité est que, faute de gouvernance propre, Iparalde aura toujours un train de retard.

Biarnora dinero, Euskal Herria petzero.

# Gabe baino hobe

**2**012. urteko lankidetzak hitzarmena sinatu dute martxoaren 28-an Baionan Eusko Jaurlaritzako eta Euskararen Erakunde Publikoko ordezkariak, aintzineko urteetako itinerari segida emanez. Jaurlaritzak aurten 457.600 euro emanen dizkio EEPri, iaz baino 63.000 euro gutiago. Jakinik peninsulako egoera ekonomikoa nolakoa den, laguntza murrizte hori ez da batere harrigarria. Gisa guziz, normala ez dena, EEP-ren aintzin-konduaren laurdena baino gehiago Hegoaldeak segurtatzea. Hemen berean, departamenduan, Akitanian edo estatu frantsesean dirurik ez balitz bezala.

Zer da EEP-ko 1,6 miliuneko budgeta konparatzen badiegu, demagun, atsulutuki inposatu nahi diguten AHT trein bide berriaren gastueri. Joan den astean Paueko Kontseilu nagusiak ez ditua 16,6 miliun euro bozkatu Tours-etik Bordelera-ko AHT zatiarentzat? Gainera, diru zama hori departamendu honek zati horrentzat hitzemandu duenaren (64 miliun) laurdena baizik ez da. Aipatu gabe ere agian sekulan egingen ez diren Bordeletik Biriaturateko edo Bordeletik Tolosarateko zatien diruztatzea.

Dena den, Jaurlaritzak bere gain hartuko dituen 457.600 euro horietatik 440.000, Ipar Euskal Herriko eragileen artean banatzeko izanen dira. Gaineratikoa, Lapurdi, Nafarroa Behere eta Xiberuko liburategietan euskarazko argitalpenak

urririk hedatzeko.

Beraz, EEPk 1.600.000 euro Iparaldeko eragile nagusien artean (Seaska, AEK, Euskal Irratiak etab) banatzeko ditu, aurren, 370.000 proiektu zehatzeri emanak izanen zaizkie eta 60.000 euskarazko irakaskuntza elebiduna sustatzeko erabiliko ditu. Bixtan dena, euskararen salbapena eta garapenarentzat erakunde horiek egiten duten lan bikaina baitezpadakoa da. EEP-tik biltzen duten diru laguntza beha beharrezkoa zaie. Hala ere, diogu euskararen garapenari lehenetasuna eman liokeen lurralde kolektibitate bat bagenu Iparalde hontan, beste itxuririk lukeela gure hizkuntzaren aldeko zinezko politika publiko batek.

Jaurlaritzatik Blanca Urgell Kultura sailburuak izenpetu du akordioa eta EEPtik Frantxua Maitia presidentea, bi erakundeek 2007an hasi zuten lankidetzari jarraipena emateko. Akordioa «historikoa» zela azpimarratu zuten biek beren mintzaldietan, elkarlanerako tresna bateratua eta iraunkorra ezarri zutelakoan. Historikoa beharbada, eskasa segur.

Hori dute, funtsean, aldarrikatu, larunbatean, Kontseiluak eta Euskal konfederazioak deiturik, Baionako karriketan manifestatu duten milaka lagunek. Ofizialtasuna eta diru inbertizamentu masiboa, horra gure hizkuntzaren salbatzeko bi baitezpadako baldintza. Pariseko agintari gor eta itsuek noiz adituko dituzte Euskaldunen oihuak?





CETTE SEMAINE

**TARTARO**

S'EST ÉTONNÉ

# Répétition générale

● Peio Etcheverry-Ainchart

C A y est, les lecteurs d'*Enbata* les plus attentifs auront vu dans la dernière édition que la coalition Euskal Herria Bai a présenté ses candidates et candidats, donnant le top départ à la campagne abertzale des législatives. C'est donc reparti pour un tour, mais un tour d'une importance particulière.

## L'outil électoral

Une importance particulière, d'abord parce que chaque élection donne la possibilité au mouvement abertzale, comme à tout autre tendance politique, de diffuser son message en cohérence avec le type d'échéance auquel il est confronté. En l'occurrence, une législative offre la possibilité de peser d'un poids —le plus lourd possible— pour imposer des thématiques nécessitant un traitement par la loi, ce que ne permet ni une cantonale, ni une municipale. La présence la plus massive et la plus efficace du mouvement abertzale dans ces élections est donc capitale, car personne ne portera mieux que nous ces problématiques territoriales que sont la langue, l'institution, l'implication dans la résolution du conflit, pour ne parler que de celles-ci. Certes, d'aucuns auraient préféré un autre choix stratégique et c'est parfaitement leur droit. Il y a même quelque grincheux qui, pour le rappeler, s'autorise à faire passer l'expression publique de ses frustrations personnelles avant le respect et la loyauté dus à son propre mouvement et à ses candidat(e)s, et ce en plein début de campagne... Chacun appréciera mais peu importe, le mouvement abertzale est désormais lancé avec pour ambition d'être le porte-voix de la population du Pays Basque à Paris. Cette ambition est à la hauteur de l'enjeu. Le contexte actuel ressemble à plusieurs égards à un moment clé. En effet, jamais la situation en Hegoalde n'a donné de perspectives aussi larges pour enfin sortir du conflit. Jamais en Iparralde le débat institutionnel n'a été porté à un si haut niveau de centralité dans la vie politique locale, avec notamment sa prise en main par les Conseils de développement et des élus. Jamais non plus une telle situation de crise systémique n'a réclamé de réponses aussi importantes, tant sur le plan écologique que sur celui de l'économie ou du social. En cela, on ne peut se passer de cet outil électoral, qui est d'abord et avant tout celui de la capitalisation politique de tout l'effort militant qui a porté ces problématiques au quotidien, ce qui est la base incontournable de tout, sans laquelle notre candidature n'aurait pas la même crédibilité. Pour avancer, la boîte à outils se doit d'être complète.

## Assumer son message

Mais au-delà de cela, les abertzale avons une responsabilité face à la population. Donner la possibilité de voter pour l'alternative abertzale, c'est assumer jusqu'au bout notre volonté d'être maîtres d'œuvres de la construction de ce pays au cœur de l'Europe, sans se cantonner à l'incantation ou à l'opposition. Notre message est cohérent, il est complet, nous avons nos réponses à toutes les questions que posent ce territoire et sa population,



et l'assumer clairement devant le corps électoral est un devoir. Si nous renonçons à le faire, nous n'aurons pas à nous plaindre le jour où l'élection se résumera à un bipartisme à l'américaine enterrant tout pluralisme démocratique, nos revendications figurant en quelques lignes-alibi dans les dernières pages d'une sorte de grand programme commun, porté par une formation politique aux contours indéfinis.

En outre, aujourd'hui, goûtons le fait qu'à quelques exceptions près le mouvement abertzale de gauche se présente uni à ces élections, une union enfin affranchie de la majeure partie de ce qui avait causé ses divisions, et qui est bien décidée à mettre ses forces en commun et à parler d'une même voix. Les abertzale n'ont plus à choisir entre les uns et les autres, encore moins à «rester à la maison» au moment d'aller voter. Les 10 et 17 juin, pas une voix abertzale ne doit donc manquer. D'ici là, pas un bras ne doit non plus manquer pour participer à la campagne, convaincre les bayonnais, les souletins, les luziens ou les baigorriar que chacun(e) peut se reconnaître dans le projet que nous proposons pour ce pays, car il s'adresse à tous et à toutes.

## Vers 2014

Mais les législatives ne sont pas une fin en soi. Avoir un ou plusieurs députés abertzale à Paris, à défaut faire le meilleur score possible à ces élections, sont autant de signes forts à envoyer à quelques mois des élections municipales. Après juin, la route s'ouvrira vers cette échéance majeure, en vue de laquelle l'union des abertzale pourra sereinement travailler à un projet politique commun, dans sa déclinaison municipale. Plus la dynamique née des législatives de 2012 sera forte, plus celle qui nous portera vers les municipales donnera ses fruits.

C'est donc le moment de s'investir. La campagne sera courte —4 semaines à partir de la fin des présidentielles—, elle permettra à tout le monde d'apporter sa pierre sans s'épuiser à la tâche. Surtout, plus on est nombreux, plus on pourra faire une campagne de proximité, quiconque ayant alors la possibilité de contribuer à notre message, et EH Bai en faisant, en retour, entendre la voix à Paris!

●●● et réjouit qu'Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, infatigable opposante à la junte militaire, soit triomphalement élue au parlement de Birmanie. Mettra-t-elle fin au travail des enfants exploités par Total dans le pays?

●●● qu'en campagne électorale en Corse, François Bayrou défende «une autonomie d'initiative et de décisions absolument nécessaire» pour l'île de beauté, alors qu'ici il s'est toujours opposé à un département pour le Pays Basque. Tête de maure là-bas, tête de lard ici.

●●● qu'Eva Joly ait été touchée à la tête en chutant dans un escalier alors qu'elle sortait d'un cinéma parisien dimanche soir. Si elle fait campagne dans les salles obscures, pas étonnant qu'elle chute aussi dans les sondages.

●●● du riffi causé au sein d'Aralar par le vote de trois de ses députés —Aintzane Eznarro, Mikel Basaberrri et Oxel Erostarbe— en faveur du «groupe de travail ouvert» proposé par PNV, PSOE, PP et IU au Parlement de Gasteiz, tellement ouvert qu'il exclut la gauche abertzale. La belle Aintzane va refroidir de quelques degrés l'amour transi que d'aucuns lui portent.

●●● pas tant que ça que le parquet fasse appel de la décision du juge d'application des peines du tribunal de Paris d'autoriser Filipe Bidart à revenir s'installer à Baigorri, deux ans avant la fin de son interdiction de séjour. Pour Filipe les chemins ne mènent pas encore à Baigorri.

●●● et réjouit qu'en attendant de concourir pour la solitaire du Figaro en 2013, Amaïur Alfaro se lance dans la Transat AG2R à la fin du mois. Amaïur prend de plus en plus d'assurance.

# Deiadar

*Parmi toutes les manifestations organisées pour demander l'officialisation de l'euskara, celle de samedi à Bayonne fera date. Des milliers et des milliers de personnes ont défilé pour exiger des pouvoirs publics le droit de vivre en basque. Dans le même temps, 30.000 personnes à Toulouse, 10.000 à Quimper, 5.000 à Perpignan ont fait écho à la revendication de l'officialisation des langues minorisées de l'Hexagone.*



**D**EIADARRA joa zegoen, eta euskaltzaleek indartsu erantzun diote Baionako karriketan. 7.000 lagunek irrirtzi ozena egin dute, «*Parisen entzun dezaten euskaraz bizi nahi dugula*». Euskal herritarren hizkuntza eskubideak bermatu ahal izateko, euskaraz normaltasunez bizi ahal izateko, euskararen ofizialtasuna, lege eraginkorra eta Frantziak Europako Hizkuntza Gutxituen Ituna izenpetzeko eskatzen zuten Deiadarraren antolatzaileek. Euskal Konfederazioak eta Euskararen Gizarte Erakundearen Kontseiluak herritarrek emandako indarra nabarmendu dute. Parisek horri erantzun beharko diola nabarmendu zuten.

Egun handietako giroa zegoen Baionako karriketan manifestazioa abiatu aitzin. Euskalgintzako eta kultur arloko eragile anitz zeuden bertan, bertzeak bertze, Juan Mari Torrealda, Sagrario Aleman, Aurelia Arkotxa, Beñat Oihartzabal, Xarles Bidegain, Daniel Landart, Koldo Tellitu, Iñaki Lasa, Garbiñe Petriati, Pantxua Carrère edo Erramun Baxok. Arduradun politikoa ugari ere bai, hala nola Alain Iriart, kontseilari nagusia, Christine Bessonart, Hautetsien Biltzarreko presidentea, Martine Bisautia eta Jean-René Etchegaray Baionako hautetsiak, Roland Hirigoien Aturri-Errobi Herri Elkargoko presidentea, Laurence Hardouin, Peio Etxeberri-Aintxart eta Anita Lopepe EHBaiko ordezkariak eta Zigor Etxeburu Gipuzkoako Foru Aldundiko Euskara zuzendaria. Nabarmena izan zen alderdi sozialistako arduradunen presentzia, han izan baitziren Frantxua Maitia Akitaniako kontseilaria eta EEPko burua, Frederique Espagnac Frantziako senataria eta Kotte Ezenarro Kontseilu Nagusiko presidenteordea. Manifestazioa Xaho kaiko plazatik abiatu zen. Euskalgintzako ordezkariak Euskara,

eskubide bat, lege bat zioen banderola bat zeramaten manifestazio buruan. Horren gibelean, Koadro legala hizkuntza politika ausarta egiteko, euskararen ofizialtasuna eskatzen zuten Deiadar kolektiboaren banderolak. Gibelean hautetsien banderola, euskararen ofizialtasuna eskatuz.

Kontaezinak ziren haien gibelean ikastola eta herri bakoitzak egindako sostengu banderolak. Euskaraz bizi nahi dut ziotenak. Manifestazioko lelo ofizialei zentzu osoa ematen zion eskari argia. Baionako karrika nagusien itzulia egin zuten manifestazioak, eta Xaho plaza amaitu zen. Bertan egin zuten bukaerako hitzaldia. Bukatu zelarik hitzaldia, oraindik heltzen ari ziren gibelesko partean zihoazen manifestariak.

## Markak hautsi

Atzoko mobilizazioan izandako parte hartzeari erreferentzia eginez, Ipar Euskal Herrian euskararen alde egin diren manifestazioetako «*marka guztiak*» hautsi zirela nabarmendu zuten Pantxika Maitiak eta Paul Bilbaok, Euskal Konfederazioaren eta Kontseiluaren izenean.

Frantzia euskarak eta halako hizkuntzek ez dutela oraindik ezagupenik nabarmendu zuten. «*Alta, beste edozein hizkuntza komunitate bezalaxe, euskaldunok baditugu hizkuntza eskubideak*». Deiadarreko leloetan egindako eskariez gain, alegia, euskara ofiziala izatea, Frantziak Hizkuntza Gutxituen Aldeko Ituna izenpetzea eta eragile bakoitzaren eskubideak eta betebeharrak finkatuko dituen hizkuntza lege eraginkorra bozkatzeta eta indarrean jartzea, Deiadarrean bildutako jendeek normaltasun osoz euskaraz bizitzeko eskubidea aldarrikatzen zutela azpimarratu zuten Bilbaok. «*Euskara berezkoa da gure herrian, estatus ofiziala eman behar zaio, lehenatasunezkoa egun duen egoera gutxituari amaiera emateko,*

*baita eta ezagutu beharrekoa ere*», gaineratu zuten.

Hizkuntza eskubideen urratzeen adibide ugari daudela gogoratu zuten Pantxika Maitiak, bertzeak bertze bi adibide eman zituen. Batetik, ikasketa prozesu osoa euskaraz egin ondoren baxoa frantsesez egin behar duten ikasleena, eta, bestetik, euskal hedabideek diru laguntzak emateko garaian pairatzen duten diskriminazioa, lana euskaraz egiteagatik. Egoera hori gainditu ahal izateko lege baten beharra dagoela nabarmendu zuten Maitiak. «*Lege babes horrek euskaldunok pairatzen ditugun diskriminazioen bukaera ekarri behar du*».

Frantsesa erabilia eta garatua den heinean euskara garatu eta erabili behar dela erran zuten, bizki publikoko arlo guztietan. Horrela, herritarrei hizkuntza eskubideak onartuko dizkien legea eta botere publikoei betebeharrak finkatuko dizkien legea beharrezkoa dela azaldu zuten.

## Urrats bat

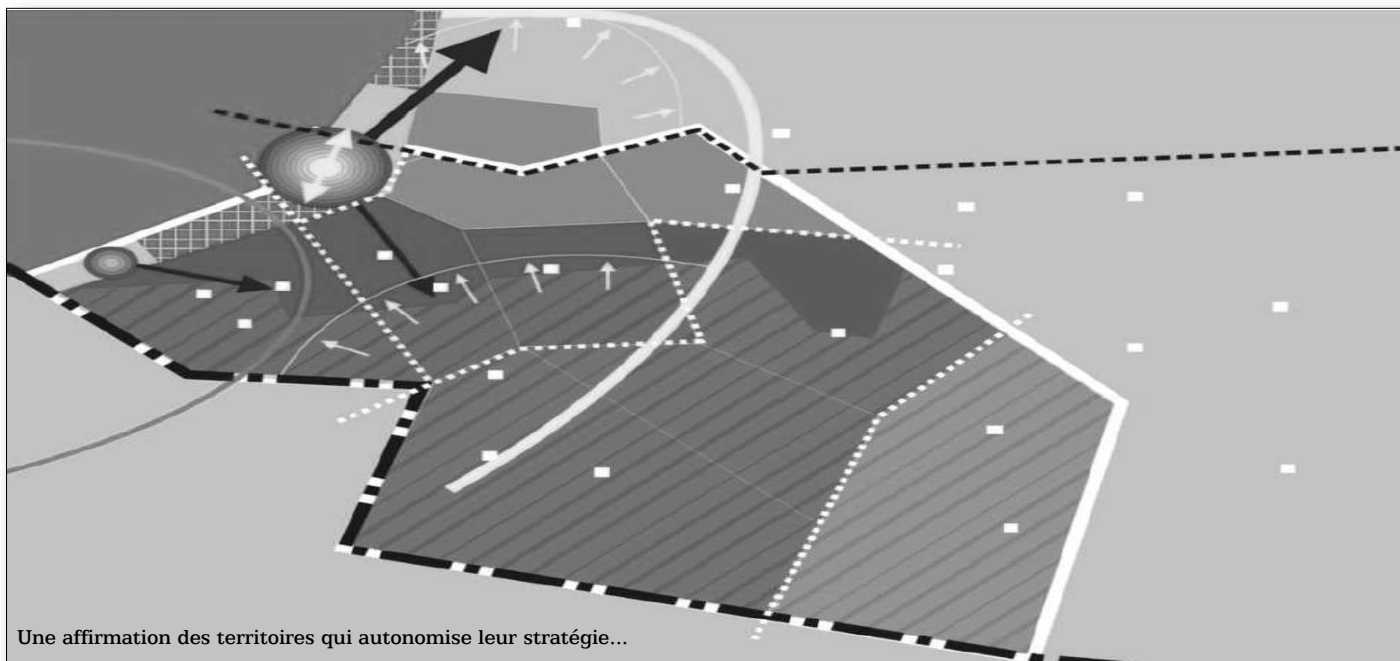
Bilbaok eskerrak eman zizkien bildutako herritar eta hautetsiei. «*Gaur egungo manifestaldia euskararen berreskurapen osora eramaten gaituen bidean beste urrats bat baino ez da*», ohartarazi zuten. Botere publikoei dagozkien eginkizunak betetzeko deia egin zuten, eta hori lortzeko bermerik handiena herritarren mobilizazioa dela nabarmendu. Manifestazioan egon ziren arduradun politikoei eskari zehatza egin zieten. Bakoitzak bere mailan, eta diharduen erakundetik hasita, euskararen irakaskuntzan, transmisioan eta eguneroko bizian erabili ahal izateko neurrietan eragitea eskatu zieten. «*Euskararen geroa gure eskuetan dago*».

A. R.  
Berria.info



## Aménagement durable du territoire

En quelques années, on est passé du Pays Basque stratège aux stratèges du Pays Basque



Une affirmation des territoires qui autonomise leur stratégie...

**La coopérative conseil Acadie, a participé aux travaux du Conseil de Développement concernant l'aménagement durable du territoire.**

**Voici les éclairages apportés par Mattiu Etcheverry, consultant chez Acadie, au sujet des éléments clés à prendre en compte pour penser au Pays Basque durable de demain.**

**De quoi parle-t-on quand on évoque "l'aménagement durable du territoire" ?**

Parler d'aménagement durable du territoire n'est pas qu'une simple question de rhétorique : il conduit à s'interroger sur les conditions concrètes de la cohabitation sur un même espace entre la production économique de richesses, la recherche de la cohésion sociale et l'invention d'un rapport équilibré entre les hommes et la nature. L'approche induite par la notion de développement durable conduit à mettre à jour, et en débat, les tensions et les contradictions internes au territoire.

Or, le risque aujourd'hui pour ces politiques de développement durable (que l'on retrouve par exemple dans les Agenda 21

ou les Schéma d'aménagement durable, etc.) est de tomber dans une certaine standardisation aboutissant à un inventaire des bonnes pratiques. Il n'est pas toujours évident en effet de lire les apports spécifiques du territoire qui les porte (au vu de leur contexte, de leurs acteurs, de leur savoir-faire, de leur histoire, etc.).

Un projet d'aménagement durable doit donc consister à arbitrer et gérer les défis du développement durable tels qu'ils se posent spécifiquement pour la collectivité locale.

**Compte tenu de cette définition, quelle est la situation du Pays Basque de nos jours ?**

Par rapport au précédent schéma d'aménagement issu de Pays Basque 2010, la situation basque a changé.

▼  
"Urte guttitan, Iparraldean,  
lurralde estrategia batetik,  
lurraldeko estrategia  
andana batetara pasatu gira."

Les questions patrimoniales et identitaires qui focalisaient la première démarche en 1997 ont donné lieu depuis à la création d'outils innovants comme en témoigne l'Office Public de la langue basque.

«*Dessine-moi le Pays Basque de demain*», Pays Basque 2020 a souhaité aborder des questions plus spatiales au sens où on parle de mobilités, habitat, activités économiques, place de la nature, gestion des ressources, mode général d'organisation (hiérarchisé, polycentrique, en réseau, etc.). La situation basque est globalement positive : dynamisme démographique, croissance économique y compris dans l'industrie, développement de l'activité agricole, etc.

Mais comme tout territoire attractif, des tensions existent, en raison notamment de la hausse des prix du marché de l'immobilier, provoquant ainsi des situations d'éviction et de ségrégation sociale.

Ce constat fait craindre que la poursuite des tendances socioéconomiques et des stratégies des acteurs publics et privés n'accélère un processus de divergence des trajectoires territoriales au risque à terme de mettre à mal l'unité du Pays Basque dans son ensemble.





**Mattiu Etcheverry**

A l'horizon 2030, et en l'absence d'un chef-de-file pour le Pays Basque, on voit bien comment la Soule aura eu intérêt à se lier au Béarn (Oloron-Ste-Marie, voire Pau), le BAB aura trouvé dans les Landes l'espace de son expansion, le Sud littoral aura progressé vers une agglomération transfrontalière, et la Basse-Navarre aura tendance à se replier sur soi, etc. Bref, en quelques années, on est passé du *Pays Basque stratège* aux *stratèges du Pays Basque*.

Ainsi, en dépit d'un discours identitaire et culturel fort et unitaire, un même projet pour le Pays Basque, en l'occurrence Pays Basque 2020, peut produire à long terme des situations sociales, économiques et spatiales très différentes.

Nous avons imaginé 4 scénarios *Eurobasque*, *Néobasque*, *Endobasque* et *Cosmobasque* qui prônent des imaginaires «aménagistes» contrastés.

Par exemple, le scénario *Eurobasque* privilégie l'idée d'UNE centralité métropolitaine, le BAB, pour atteindre une certaine masse critique à l'échelle transfrontalière alors que le scénario *Néobasque* s'appuie plutôt sur DES petites villes-relais (Cambo, Ustaritz, Hasparren, etc).

Prenons un autre exemple sur les mobilités pour illustrer les deux autres scénarios.

Le scénario *Cosmobasque* s'inscrit dans une logique de réponse croissante aux besoins de déplacements des hommes, des marchandises et des informations par de nouvelles infrastructures de transports (c'est donc un scénario plutôt pro-LGV...) tandis que le scénario *Endobasque*, porte une conception du «*slow is beautiful*», un monde dans lequel on se déplacerait moins et plus utilement, grâce à la connectivité, aux proximités et aux parcours utiles.

### **Quels sont les enjeux du Pays Basque pour les prochaines années en matière d'aménagement durable ?**

Notre propos a été de montrer que le premier des enjeux était de tendre vers une unification progressive des représentations collectives du développement et de l'aménagement du territoire. Force est de constater qu'à cette heure, et malgré la qualité de l'opération «*Dessine-moi le Pays Basque de demain*», cette unification et cette entente sur la cohérence globale n'ont pas fait l'objet de progrès significatifs.

Notre mission consistait néanmoins à proposer un parti-pris global. Au final, le scénario défendu est celui dit de «*l'espace cardinal*», parce qu'il propose deux «*boussoles*» : une «*boussole*» à usage interne, le *Tratu*, pour les acteurs du Pays Basque eux-mêmes, qui consiste en un quadruple pacte (centralité-mobilité, développement économique, ruralité, biens communs) ; une «*boussole*» des interterritorialités, la *Lauburu*, pour anticiper les stratégies incontournables d'alliance sur les quatre «*flancs*» du Pays Basque(\*).

### **Dans "le domaine du durable" il ne s'agit pas seulement de changer de comportement au niveau personnel. Il faut aussi réfléchir à l'échelle du territoire. Comment faire en sorte que la vision "macro" et l'action à l'échelle du Pays Basque soit perçue comme nécessaire et réalisable par les citoyens et les élus ?**

L'originalité de notre proposition réside dans la mise en œuvre du scénario. Nous pensons que le respect du pacte passera par une instance d'arbitrage et par une maîtrise d'ouvrage à l'échelle du Pays basque. Il est de réinventer le système de gouvernance du Pays Basque qui repose depuis une quinzaine d'années sur le duo Conseil des Elus/Conseil de Développement. Faute de quoi, il y aura bien, demain, des territoires aménagés – et sans doute toujours aussi bien – mais plus de Pays Basque au sens d'un acteur territorial.

C'est pourquoi notre proposition de création d'une «*Communauté Territoriale*» est une façon de prolonger et relancer la dynamique du Conseil des Elus, en lui donnant des capacités plus opérationnelles. La Communauté Territoriale serait en charge du respect des pactes d'aménagement que ses membres ont adopté collectivement. Sur quelle autorité appuyer ce respect, dès lors que la Communauté Territoriale n'est pas issue du suffrage universel direct, et qu'elle n'a aucune légitimité réglementaire ? Comment la rendre crédible aux yeux d'élus, ou d'autres acteurs, qui sont formellement engagés par ailleurs dans d'autres institutions ou territoires?

Pourquoi devraient-ils rendre des comptes à une instance de gouvernance ? Cette question, fondamentale, peut trouver au Pays Basque une réponse qui lui est propre. Le Pays Basque existe pour des raisons identitaires, culturelles et linguistiques qui sont antérieures au pacte républicain et au suffrage universel direct. Au Pays Basque, le sens de l'engagement ne se limite pas au mandat démocratique, dans la mesure où les acteurs du Pays Basque partagent quelque chose de plus que le pacte républicain et ses valeurs démocratiques. C'est ce quelque chose de plus qui est en jeu dans la Communauté Territoriale. *Hitza Hitz* : aux acteurs du Pays Basque –et aux Landais, Béarnais qui souhaitent intégrer la Communauté– de montrer qu'ils n'ont pas besoin qu'on leur impose un cadre coercitif pour tenir les engagements qu'ils se donnent.

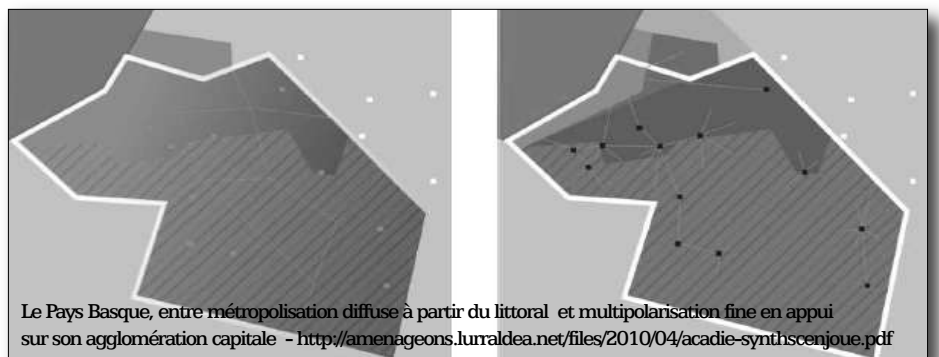
Cette question se pose de la même manière pour les citoyens : l'identité et la culture basque peuvent et doivent alimenter un désir d'aménager et de développer le territoire qui soit moins individualiste, et moins exclusivement dans l'attente des réponses des «*pouvoirs publics*».

C'est pourquoi nous proposons également de créer des coopératives territoriales en lieu et place du Conseil de Développement qui représente actuellement l'entité mobilisatrice des acteurs et des énergies du Pays Basque. Sa démarche consultative ou participative a été la base de sa constitution. Elle a été aussi la limite à son implication plus concrète dans l'action à l'échelle du Pays Basque. L'enjeu aujourd'hui est de passer d'une forme consultative à une forme plus apte à porter et développer les projets, les nouvelles responsabilités de gestion, les partenariats, etc.

On pourrait très bien imaginer par exemple qu'un mouvement comme *Bizi!* s'allie avec d'autres acteurs publics et privés pour former une coopérative afin de mettre en œuvre les orientations sur les énergies renouvelables prises par la Communauté territoriale.



(\*) Voir la présentation animée et pédagogique sur le site : [www.acadie-reflex.org/travauxenligne/Pays\\_basque.swf](http://www.acadie-reflex.org/travauxenligne/Pays_basque.swf)



Le Pays Basque, entre métropolisation diffuse à partir du littoral et multipolarisation fine en appui sur son agglomération capitale - <http://amenageons.luraldea.net/files/2010/04/acadie-synths scenjoue.pdf>

## Hizkuntza eta demokrazia (2/2)

Hiritarra

(...)

Tunisiaren kasuan, ezkerreko politikari eta militante guzietan, tradizio demokratikoa aldarrikatzen zutenek, frantses hizkuntza zuten berena eta kanpaina osoan zehar, iraultzan zehar baliatu hizkuntza, frantsesa.

Ezkerreko baloreak, irrazi frantseseko kazetariak ongi ulertzen zituenak, frantziar hizkuntza eta kulturari heretsiki lotuak bezala zitzaizkion. Aitor-tzen zuten ere, ezkerreko ordezkariak nolabaiteko elite bateko partaide zirela.

Aldiz, denek zioten arazorik gabe, herri xumea, tradizioari lotua, arabieraz mintzo zena, islamistek landua zutela eta berenganatua.

Aitortzen zuten, sobera elitistak izan zirela ezkertiarak.

Baina nehongo momentutan ez zuten zalantzan ezartzen frantziar hizkuntza baizik ez erabili izana!

Iduri zuen ez zirela ohartzeko horrek Tunisiako herritarrengan sor zezakeen kolonizatuaren sentipena! Harrigarria.

Beharbada ametsetan ari naiz, baina badut sentipena, Tunisiako ezkerrek arabieraz egin izan balu, eta herriko ohidurak baloratu izan balitu, pedagogia lana eginez horietan balore demokratikoak txertatzeko, baina herritarren baloreak baztertu gabe, emaitzak desberdinak zitezkeela.

Gaur egun, mugimendu alter-mundialista, ezkerrekoa eta desberdina da, beharrik.

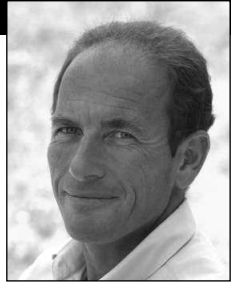
Jadanik, gizarte honetako ultrakontsumismoak berak eraman gaituelako ikustera, eredu jasangarrietara bihurtu behar dugula: hurbiltasunezko trukeak, ekonomia ereduak eta abar.

Eta bestalde, usu, gure herriko ohiduretan atzeman daitezkeela, lurrarendako eta bertako biztanleendako iraunkorrak eta jasangarriak diren jokamoldeak.

Frantziako ezker horretara egiazki hurbilduko balitz, agian bere lurralde osoan ere emaitza desberdinak lortuko lituzke, jendeak eta beren baloreak ezarri gogoetaren erdian, dena uniformizatu gabe.

## ETIENNE CHOUARD

<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2011/05/30/127-le-tirage-au-sort-comme-bombe-politiquement-durable-contre-l-oligarchie-la-video>



# Vraie démocratie

## Pour un réel contrôle des pouvoirs par les citoyens

Etienne Chouard est enseignant en économie-gestion et droit fiscal et professeur d'informatique. Il s'est intéressé entre autre, à l'examen d'un système combinant tirage au sort de représentants du peuple non-reconductibles et révocables à tout moment, de façon à éviter toute oligarchie politique. Voici un extrait de cette réflexion accessible en version intégrale sur son site qui mentionne aussi les controverses passionnantes, avec Raoul Marc Jennar ([www.jennar.fr](http://www.jennar.fr)) utiles pour comprendre les arguments en présence.

(...) "Un premier pilier, dans les institutions de la démocratie, était l'*isègoria*, droit de parole pour tous à tout moment et à tout propos : les Athéniens considéraient ce droit de parole comme une hygiène de base qui permettait à la démocratie de se protéger elle-même en faisant de chaque citoyen une sentinelle apte à dénoncer d'éventuelles dérives oligarchiques et à protéger la démocratie, un peu comme si des milliers de paires d'yeux surveillaient en permanence que tout se passe bien, un peu comme des globules blancs. Cette égalité de droit de parole est à la fois une conséquence et une condition de l'égalité politique. Cette égalité est indissociable de la démocratie ; les Athéniens y tenaient plus qu'à toute autre institution. Aujourd'hui, en pleine oligarchie, d'une certaine façon, l'Internet nous rend (un peu) l'*isègoria* que les élus nous ont volée depuis 200 ans.

C'est l'*isègoria* qui rendait possible des citoyens actifs et à l'inverse ce sont les citoyens actifs qui donnaient vie à l'*isègoria*. Les deux se tiennent, vont ensemble.

### Amateurisme politique et rotation des charges, donc tirage au sort

Pour atteindre cet objectif central d'égalité politique, constatant que le pouvoir corrompt et en déduisant logiquement qu'il faut éviter de laisser au pouvoir le temps de corrompre les acteurs, les Athéniens ont établi qu'il fallait absolument garantir, de façon tout à fait prioritaire, l'amateurisme politique, et donc la rotation des charges grâce à des mandats courts et non renouvelables.

Remarque : tout ça est très logique, on ne peut pas retirer une institution sans courir le risque de créer une incohérence. Le seul moyen pour désigner les représentants en faisant tourner rapidement les charges (mandats courts et non renouvelables) était le tirage au sort, égalitaire et incorruptible : en effet, ce qui conduit à une élection conduit mécaniquement, tôt ou tard, à une réélection (et donc une stabilisation du personnel politique) ; l'élection conduit donc progressivement et inmanquablement à la formation d'une corporation de politiciens professionnels radicalement contradictoire avec l'objectif central de l'égalité politique réelle.

### Représentants, acceptant le pouvoir, médiateurs à l'écoute et au service des citoyens

L'élection sélectionne par définition ceux qui semblent « *les meilleurs* », des citoyens supérieurs aux électeurs, et renonce ainsi au principe d'égalité (pourtant affiché partout, mensongèrement) : l'élection désigne davantage des chefs qui recherchent un pouvoir (dominateurs) que des représentants qui acceptent un pouvoir (médiateurs, à l'écoute et au service des citoyens). L'élection est profondément aristocratique, pas du tout démocratique. L'expression "élection démocratique" est un oxymore (un assemblage de mots contradictoires).

De fait, depuis 200 ans (depuis le début du 19<sup>ème</sup>), l'élection donne le pouvoir politique aux plus riches et à eux seuls, jamais aux autres : l'élection de représentants politiques permet de synchroniser durablement le pouvoir politique et le pouvoir économique, créant progressivement des monstres irresponsables écrivant le droit pour eux-mêmes et s'appropriant le monopole de la force publique à des fins privées." (...)



# Un "nouveau FN", bien proche de l'ancien

La rédaction de Mediapart a épluché les propositions de Marine Le Pen, en se fondant sur le projet 2012 et son chiffrage (présents sur le site du FN) et le projet du FN en 2007. Voici quelques extraits et des liens pour aller plus loin.

Marine Le Pen tente d'installer l'idée qu'elle serait plus «moderne», ancrée «dans son temps», et que c'est un «nouveau FN» qu'elle a mis en place depuis sa prise du parti, en janvier 2011. Pourtant, en comparant les propositions de 2007 et 2012, on voit que le FN a conservé nombre de ses propositions archaïques ou xénophobes. Notamment sur la protection de la vie et la conception de la mort, où Marine Le Pen reste sur la position traditionnelle du FN.

## La «priorité nationale»

Marine Le Pen l'a rebaptisée, mais le principe reste le même. C'est bien la «préférence nationale» qui se cache derrière la nouvelle dénomination «priorité nationale»,

Pierre angulaire de son projet. Elle-même reconnaît qu'il n'y a «aucun changement» sur le fond. De sa politique étrangère à sa politique familiale, en passant par ses mesures sur le handicap, la santé, le pouvoir d'achat, il n'y a pas un domaine où Marine Le Pen n'évoque pas cette «priorité» donnée aux Français ou ne stigmatise les immigrés. Concrètement, elle l'applique à l'accès à l'emploi et au logement, et réserve les allocations familiales «aux familles dont un parent au moins est Français ou Européen» (dans le programme de 2007, elles n'étaient réservées qu'aux Français).

En 1998, la maire FN de Vitrolles, Catherine Mégret, avait mis en place une allocation réservée aux parents français ou de l'Union européenne. Celle-ci avait été jugée illégale par le tribunal administratif de Marseille et Catherine Mégret avait été condamnée au pénal. Marine Le Pen compterait donc avoir recours au référendum pour «modifier la Constitution» et rendre possible cette «priorité nationale».

## «Référéndum» sur la peine de mort

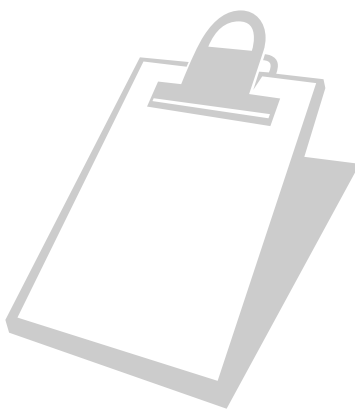
Le rétablissement de la peine de mort est l'une des mesures «historiques» du FN. Réclamée par une grande partie du FN, Marine Le Pen s'y est déclarée favorable pour les tueurs d'enfants et les trafiquants de drogue. Elle souhaite «un référendum» sur le sujet. Ce qui supposerait une réforme de la Constitution et la dénonciation de plusieurs traités internationaux (lire notre fiche «justice»). «La peine de mort, ça empêche la récidive», pense Jean-Marie Le Pen.

## «Diversité», «parité» : du «racisme inversé»

Dans la partie «laïcité» de son projet, Marine Le Pen mélange allègrement laïcité, communautarisme, lutte contre la «diversité» et «parité», qui font partie, selon elle, de «cette idéologie différentialiste et multiculturelle, qui n'est qu'une forme de racisme inversé». «Les premières victimes en sont les hommes blancs hétérosexuels», écrit le FN dans son programme. □

[www.mediapart.fr/journal/france/090212/front-national-notre-contre-argumentaire-en-20-fiches](http://www.mediapart.fr/journal/france/090212/front-national-notre-contre-argumentaire-en-20-fiches)

## Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga : [www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

**Apirilaren 21a larunbaterekin**  
1983-1986 GAL Baiona Ttipian

**Getan, argazki erakusketaren estreinaldia**  
Daniel Velez  
GAL-eri buruzko argazkiak



**7etan, proiektzioa**  
"GAL des tueurs d'Etat ?" Canal+

**8etan, lekukotasunak**  
"Spécial Investigation" emankizunaren inkesta aipagai, Bruno Fray egilearen presentziarekin  
GAL Baiona Ttipian : Dominika Daguerre, Jakes Borthayrou, Txetx Etcheverry eta beste lekuko batzuk

**SANKARA**  
<http://sankaraostatua.comlu.com/>

**DEGAGE SARKOZY !**  
**Milesker Baiona !**

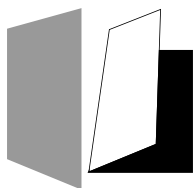
→ rendez-vous tous les samedis d'avril de 11H00 à 12H30 au marché des Halles

→ prenez des tracts (au 20, rue des cordeliers dans le Petit Bayonne, tel : 05 59 25 65 52) pour en distribuer autour de vous, dans votre quartier, votre entreprise, dans les fêtes, concerts, commerces et locaux

→ mardi 1er mai à 11H00 à Bayonne, manif festive et revendicative "Dégage Sarkozy Milesker Baiona !" : rendez-vous au bout du Pont Saint-Esprit, côté gare, venez tous et toutes avec vos instruments, percus, projets artistiques, déguisements, panneaux revendicatifs, keffieh, ikurriña, drapeaux verts, rouges, mauves, noirs, multicolores !

→ dimanche 6 mai, pot de départ de Nicolas Sarkozy dans le Petit Bayonne : rendez-vous dès 18H00 au local de Biz (20-22, rue des Cordeliers) puis suivi collectif des résultats dans plusieurs endroits du quartier et potéon en musique pour fêter le départ de Sarko et la victoire de Bayonne !

Suivez la campagne sur : [www.bizimugi.eu](http://www.bizimugi.eu)



MANU  
ROBLES-ARANGIZ  
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet





## Une et indivisible

« EN 2010, sur 84 attaques caractérisées de terroristes, il n'y en a aucune qui ait été perpétrée au nom de la dite religion mais 84 l'ont été par des séparatistes, des nationalistes, c'est-à-dire par l'extrême droite.

(...) Ce n'est pas une bonne chose que l'on touche aux fondamentaux qui rendent la vie commune possible. Je mets solennellement en garde, il y a des lignes jaunes qu'il n'est pas possible de franchir. Il n'est pas possible que l'on mette le concordat dans la constitution. Il n'est pas possible d'accepter que l'on mette dans la Constitution que le contrat sera au-dessus de la loi et que les travailleurs ne seront plus protégés partout en France de la même manière par la loi. Il n'est pas possible que nous acceptions si peu que ce soit que les régions aient en France un pouvoir réglementaire comme l'a annoncé François Hollande à Ajaccio. Parce qu'une bonne partie du code du travail en France contient certes des dispositions législatives mais le reste ce sont des dispositions réglementaires. Et nous ne voulons pas d'un code du travail à géométrie variable qui organise le dumping social entre les Régions à l'intérieur de la France. Non, la France n'est pas une République Fédérale. Elle est une République une et indivisible. Ce qui signifie que la loi est la même pour tous, que le code du travail est le même partout. Je dis donc solennellement qu'il est temps d'en finir avec cette manière qui consiste à se dire: «*puisque je suis devant, je fais ce que je veux et j'impose à tous les autres de passer par mes conditions*». Car notre peuple et ces milliers de gens qui sont ici dans la salle et dehors ont un cerveau, ont une intelligence qui leur permet de comprendre ce qui se passe et de ne pas se laisser duper. Ils ne seront pas convaincus si on essaie de leur tordre le bras. Ils sont prêts à accepter de ne pas avoir raison de suite. Mais ils ne sont pas prêts à accepter que l'on détériore le fondamental de la patrie républicaine une et indivisible».

Extraits du discours  
de Jean-Luc Mélenchon  
à Lille le 27 mars 2012

# Aberri Eguna

CETTE année l'Aberri Eguna se déroulera à Iruñea. La veille, un ekitaldi sera organisé à Saint-Jean-le-Vieux, à 17h, à la salle polyvalente.

Des bus sont organisés pour aller le 8 avril à l'Aberri Eguna à Pampelune.

Pour les barnekalde: le bus partira de la Place de Mauléon à 9h, il s'arrêtera à Saint-Jean-Pied-de-Port au Marché couvert à 9h45.

Pour les kostalde: le bus partira de Bayonne Place Saint-André à 9h, s'arrêtera ensuite devant la gare de Saint-Jean-de-Luz à 9h30 puis Hendaye-Pausu à 9h45.

S'inscrire impérativement en téléphonant au 06 13 04 41 39 (Haritz). Kasu Kasu! Dernier délai le jeudi 5 avril.

## Appel

*Les cinq partis de la gauche abertzale ont, depuis Itsasu, lancé un appel commun pour l'Aberri Eguna de dimanche et l'ekitaldi de la veille à Saint-Jean-le-Vieux.*

PAR cette comparaison, les cinq partis Ezker Abertzalea, Eusko Alkartasuna, Alternatiba, Aralar et Abertzaleen Bata-suna, lançons un appel à l'Aberri Eguna que nous organisons ensemble dès le samedi 7 avril.

Les cinq partis invitons la population du Pays Basque à participer à l'événement que nous organisons dès la veille de l'Aberri Eguna à la Salle polyvalente de Saint-Jean-le-Vieux. Ainsi avec l'Aberri Eguna organisé en Iparralde, en lien avec celui du lendemain 8 avril à Pampelune et en reliant de la sorte, Iparralde et Hegoalde, nous ferons le saut de Saint-Jean-le-Vieux à Pampelune.

Le lieu choisi pour l'appel à cet Aberri Eguna n'est pas n'importe lequel et, pour nous Basques abertzale, il est chargé de sens profond.



Car, voici 49 ans (1963) c'est ici même, à Itxassou, que fut proclamé le premier Aberri Eguna. De même le contexte politique de cet appel n'est pas anodin, car chargé pour nous de symbole et de choix. Il faut en effet se remémorer que nous célébrons cette année le 500<sup>ème</sup> anniversaire de la "Conquête de la Navarre" comme le 75<sup>ème</sup> anniversaire du bombardement de Gernika! De toute évidence, l'Aberri Eguna 2012 que nos cinq partis s'appêtent à célébrer est particulièrement spécial.

C'est pour cela que l'événement que nous mettons sur pied à Saint-Jean-le-Vieux pour le samedi 7 avril à 17h sera une magnifique occasion pour proclamer des temps nouveaux pour le Pays Basque, ceux, précisément, qui apporteront paix et liberté au Pays Basque.

## preso

● **Peio eta Mattin etxera.** Soupçonnés d'attentats contre des biens immobiliers, Peio Olçomendy et Mattin Hirigoyen avaient été arrêtés le 30 mars 2010, et incarcérés. Pour la troisième fois, les amis et sympathisants se sont rassemblés à Hasparren pour réclamer

leur libération. Ce 24 mars après-midi, ils étaient plus de 800 à parcourir les rues de la cité labourdine associant les réfugiés à leur souhait de retour au pays pour tous.

● **Filipe ere.** La juridiction parisienne d'ap-

plication des peines a donné le 29 mars son approbation à Filipe Bidart, aujourd'hui à Béziers, pour résider dans son village natal de Baigorri. Mais le parquet a fait appel. Décision suspendue.

(Suite page 10) ➔



# Procès Bateragunea

Arrêtés le 13 octobre 2009, condamnés à de lourdes peines de prison par l'Audiencia nacional pour «appartenance à Bateragunea obéissant ainsi aux ordres d'ETA», Arnaldo Otegi, Rafa Diez, Sonia Jacinto, Arkaitz Rodriguez et Miren Zabaleta, avaient fait appel du jugement auprès du Tribunal suprême. Ce dernier a commencé à examiner leur recours le 28 mars.

RÉUNIS le 28 mars, pour examiner le recours déposé par Arnaldo Otegi, Rafa Diez, Sonia Jacinto, Arkaitz Rodriguez et Miren Zabaleta, contre le jugement de l'Audiencia nacional les condamnant à 10 et 8 ans de prison pour «appartenance à Bateragunea, agissant ainsi sur ordre d'ETA», les cinq juges de la deuxième Chambre du Tribunal suprême n'ont pas réussi à se mettre d'accord et ont mis leur décision en délibéré. Deux juges se sont prononcés pour la relaxe, deux autres en faveur de la confirmation de l'arrêt de l'Audiencia

mais se basait sur des soupçons d'appartenance à ETA pour justifier la condamnation, ont-ils plaidé. Bateragunea, ont-ils précisé, n'est qu'une structure de coordination comme le reconnaît d'ailleurs l'accusation elle-même. Pour justifier les poursuites, celle-ci lie Bateragunea avec Ekin, organisation interdite\*, mais n'apporte pas de preuve de cette connivence. Et c'est précisément l'argument retenu par l'Audiencia nacional pour justifier la condamnation. Les avocats ont alors eu beau jeu de dénoncer le caractère juridiquement étrange d'un jugement qui

**“Condamner à 10 ans de prison des personnes qui ont amené ETA à mettre fin à ses activités armées est un véritable paradoxe.”**

tique qui s'est ouvert en Euskal Herria. Ils estiment donc que condamner à dix ans de prison des personnes qui ont amené ETA à mettre fin à ses activités armées est un véritable paradoxe.

Les paroles d'Arnaldo Otegi, au dernier jour du procès à l'Audiencia nacional, le 7 juillet dernier, avait marqué les esprits: «*Quoi qu'il arrive, que personne ne dévie du chemin que nous avons entamé*». Elles n'avaient pas empêché les juges du tribunal d'exception de prononcer, le 16 septembre 2011, de lourdes peines — 10 ans de prison pour Ote-



Arnaldo Otegi



Rafa Diez



Sonia Jacinto



Arkaitz Rodriguez



Miren Zabaleta

nacional et le cinquième pour un nouveau procès.

Comme ils l'avaient fait lors du premier procès devant l'Audiencia nacional, les avocats de la défense ont plaidé la relaxe. Réfutant l'argument de l'accusation pour qui être membre de Bateragunea c'était obéir aux ordres d'ETA, Iñigo Iruin, Jone Goirizelaia et Kepa Landa, ont rappelé que les condamnations avaient été prononcées sans qu'aucune preuve n'ait été apportée en appui de l'accusation. Le jugement de l'Audiencia nacional convenait de l'absence de preuves,

condamne les prévenus en se basant non sur l'appartenance à l'organisation reprochée par l'accusation, mais à une organisation soit disant connexe, sans pouvoir apporter la preuve du lien entre les deux.

Le deuxième argument développé par la défense est que le jugement de l'Audiencia se fonde non sur des preuves, qu'elle admet ne pas avoir, mais sur de simples présomptions. Pour elle des présomptions ne peuvent suffire à prononcer une condamnation. De plus, ont-ils martelé, les cinq prévenus ont été les artisans du nouveau cycle poli-

gi et Diez, 8 ans pour Jacinto, Rodriguez et Zabaleta — tout en relaxant Txelui Moreno, Amaia Esnal et Mañel Serra.

Les partis basques, ainsi que le lehendakari López, de nombreux collectifs ont demandé la libération des cinq condamnés, parmi lesquels Arnaldo Otegi est pressenti comme candidat de la gauche abertzale à la présidence du gouvernement autonome aux prochaines élections.

\* Ekin a annoncé son auto-dissolution le 1<sup>er</sup> octobre dernier.

## preso

☞ (Suite de la page 9)

● **Parloir insolite.** Curieuse affaire que celle de ces trois jeunes filles d'Ascaïn, privées de visiter une preso politique de Gradignan. Elles se sont installées ce 29 mars

devant la prison et, par leurs appels et leurs cris, ont tenté d'entrer en contact avec leur amie. Elles ont été interpellées, et poursuivies, jugées le lendemain à Bordeaux, deux d'entre elles ont été condamnées à deux mois de prison avec sursis, la troi-

sième à trente jours-amende à 10 €. Toutes trois ont refusé de se soumettre au prélèvement d'ADN.

● **Anti-fascistes condamnés.** Accusés de violences et dégradations lors de leur





# Présidentielles

*Dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle (1<sup>er</sup> tour 22 avril), Enbata interpelle, avec le même questionnaire, les familles politiques représentatives en Iparralde ayant un candidat. Nous publions cette semaine les réponses de Madame Chantal Renou, porte-parole de Marine Le Pen.*



Chantal Renou

**E**NBATA: *Êtes-vous, vous et votre candidate présidentielle, favorables à la ratification par la France de la Charte européenne des langues minoritaires qu'elle a signée mais qu'elle refuse de ratifier et qui implique une modification de l'article II de la Constitution?*

**Chantal Renou:** Nos cultures régionales sont une richesse de notre patrimoine national, donc oui à la connaissance et à l'apprentissage de la langue, de la littérature, de la peinture, de la gastronomie, des us et traditions basques.

Au nom de l'égalité, il ne s'avère pas envisageable d'offrir à un groupe ou une communauté un droit spécifique, notamment celui de s'exprimer officiellement dans la langue régionale, ce qui exclut celles et ceux qui ne la pratiquent pas. La langue de Molière, Verlaine, Colette est le ciment de notre unité nationale. La France est une et indivisible.

**Enb.:** *La réforme territoriale votée en 2010 doit entrer en vigueur en 2014. La loi portant cette réforme supprime le "Pays" qui était l'entité porteuse des dispositions spécifiques pour le Pays Basque. Vous-même et votre candidate présidentielle, êtes-vous en faveur de l'abrogation de cette loi et de la création d'une collectivité territoriale spécifique pour le Pays Basque?*

**C. R.:** Le Front national considère qu'une nation soudée, forte, souveraine est seule en mesure de gommer les inégalités économiques entre les provinces et de mettre à la disposition de tous ses citoyens des services publics efficaces, tant au niveau de l'enseignement que des transports, de la santé, etc. Une nation au service de tous les Français et pour cela, trois

paliers: la commune, le département, la nation.

**Enb.:** *Le Pays Basque est à cheval sur une frontière et vit donc le transfrontalier au quotidien. Pour vous et votre candidate, où doivent se traiter les politiques transfrontalières concernant le Pays Basque, notamment les actions en faveur de la langue basque? Une Euro-région vous apparaît-elle pertinente?*

**C. R.:** Affirmer que "le Pays Basque est à cheval sur une frontière" signifie bien que son histoire n'est pas la même. Jadis, on parlait du "roi de toutes les Espagnes", mais on a toujours dit "le roi de France". Aujourd'hui des régions espagnoles sont autonomes; pas chez nous. Notre conception de la nation est différente. L'idée d'un Pays Basque autonome — premier pas vers une indépendance — est née de "l'autre côté de la Bidassoa"; mais ici, la majorité des Basques se réclame aussi de la nation française; d'ailleurs beaucoup de leurs pères ont inscrit leurs patronymes sur le granit du monument aux morts de leurs villes et villages. L'Europe actuelle cherche à gommer les nations; les Etats ne sont plus souverains et chacun en mesure le fiasco sous ses formes multiples.

**Enb.:** *De nombreux élus locaux, les associations de défense de l'environnement, des élus consulaires et de très nombreux citoyens refusent une LGV à travers le Pays Basque et demandent l'amélioration de la ligne existante. Quelle est votre position et celle de votre candidate présidentielle?*

**C. R.:** Le jeudi 16 juin 2011 fut signé par la société LISEA et RFF (réseau ferré français) un contrat de concession à propos du tracé Tours-Bordeaux: 340 km de ligne nou-

velle qui met Bordeaux à à peine plus de deux heures de Paris.

L'Aquitaine est plus particulièrement concernée par ce qui se fera au sud de Bordeaux. Le 9 janvier 2012, le Comité de pilotage du grand projet ferroviaire, réuni à Bordeaux, a adopté la proposition de deux tracés: Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne. Ce qui mettra Toulouse à 3h15 de Paris. Nathalie Kosciusko-Morizet, actuelle ministre de l'Ecologie, doit approuver cela et il est probable qu'elle se prononcera avant avril 2012. Puis en 2013 sera menée l'enquête d'utilité publique. En 2014, le décret de déclaration d'utilité publique sera publié, pour des travaux en 2017 et une mise en service en 2020, au plus tôt. C'est une nécessité impérieuse que de décharger les autoroutes d'Aquitaine et notamment l'A63. La LGV est sans doute la solution pour réduire considérablement la durée du trajet et, surtout, elle permettra de dynamiser l'économie moribonde.

Personnellement, je regrette que l'aménagement des voies existantes ne soit pas possible, notamment entre Bayonne et Hendaye. Attachée au Pays Basque, je souhaite en préserver les beautés et richesses naturelles. Il faut reconnaître que de Bayonne à Hendaye, le train est un vrai tortillard mais comment aménager les voies en ce tronçon urbanisé? De plus, l'ancienne municipalité socialiste d'Hendaye s'est entêtée à réaliser le projet "entre puentes", qui ne permet désormais aucun aménagement.

Il me semble que ce projet ne s'est pas donné le temps nécessaire à des études plus approfondies et les drames humains inévitablement occasionnés devront être pris en compte et dédommés, même si nous sommes conscients que l'argent ne console pas de tout.

manifestation réactive du 1<sup>er</sup> mars contre le Bloc identitaire, trois militants de IPEH Antifaxista ont été condamnés le 30 mars par le Tribunal correctionnel. L'un d'eux a même été sanctionné de deux mois de prison ferme. Les deux autres bénéficient de

sursis pour leur condamnation à quatre mois de prison. Tous trois devront payer une amende de 600€.

● **Une libération.** L'avocat Joseba Agudo avait été arrêté à Hendaye en octobre

2009, sur MAE espagnol l'accusant de participation à ETA. Extradé en avril 2010, le juge Grande Marlaska le fait incarcérer à Alacante.

Il a été libéré fin mars, en attente de procès.





# La longue marche

● Jean Haritschelhar

Il y a de quoi se réjouir en ce 31 mars 2012. En effet, en faveur de l'officialisation de la langue basque s'inscrivent Georges Labazée, président socialiste du Conseil général ainsi que François Maitia l'actuel président de l'Office public de la langue basque et que la palette des politiques se complète avec Max Brisson (UMP) adjoint au maire de Biarritz et Jean-René Etchegaray adjoint au maire de Bayonne. Du beau monde en vérité!

La procession laïque sillonnera les rues de Bayonne pour clamer haut et fort que l'euskara mérite la place de langue officielle dans les trois provinces d'Ipparalde comme il l'a en Hegoalde, ce qui suppose, ainsi que je l'ai souvent proclamé, la reconnaissance du droit de vivre en basque et les devoirs de la puissance publique, le gouvernement français en l'occurrence, de l'assurer.

L'enjeu est là, les Basques dans leur majorité et les bascophones en particulier, en sont conscients. J'admets que certains s'élèvent contre le bilinguisme français-basque dans les écoles publiques que ce soit à Ustaritz ou à Anglet; leur attitude prouve le grand élan qui se marque en Ipparalde en faveur de l'enseignement bilingue. Au côté des politiques qui s'engagent clairement, le gros des troupes est assuré par

tous les militants de la culture basque et tous ceux qui considèrent que l'euskara a le droit de vivre et de prospérer. Parmi tous les mouvements qui défendent la langue et la culture basques je voudrais souligner la présence de l'Académie / Euskaltzaindia, car ce n'est pas une association mais une Institution, reconnue comme telle par le gouvernement espagnol (décret du 26 février 1976) ainsi que les gouvernements navarrais et de la communauté autonome basque à travers leurs statuts respectifs.

Il y a déjà bientôt 20 ans que cette Institution réunie à Biarritz sous ma présidence et, sur mon initiative, demandait au gouvernement français l'officialité de l'euskara dans les trois provinces basques d'Ipparalde. Pas de réponse! J'imagine que la réaction de mépris de placer cette correspondance aux "oubliettes" relevait d'un automatisme qui consiste à écarter toute initiative, proposition ou demande en faveur d'une langue autre que le français.

Il est proclamé haut et fort que la langue de la République est le français, mais il n'en est pas moins proclamé aussi haut et aussi fort que la langue d'Euskaltzaindia est l'euskara. Imagine-t-on l'Académie française, si jalouse de son rang, tenant ses séances dans une autre langue que le fran-



**L'euskara mérite la place de langue officielle dans les trois provinces d'Ipparalde comme il l'a en Hegoalde."**

çais? De la même manière, parce qu'elle est respectueuse des autres, Euskaltzaindia n'a aucune difficulté à s'adresser aux autorités espagnoles ou françaises dans leurs langues respectives, mais elle n'en considère pas moins que sa langue naturelle, nationale, officielle est l'euskara.

Gardienne de la langue, ses travaux sur le dictionnaire, sur la grammaire, comme en matière de dialectalisation, d'onomatopée ou de littérature reçoivent l'approbation unanime de la société basque et son site web reçoit plus de 70.000 visites mensuelles qui correspondent à plus de 400.000 recherches.

Le 31 mars 2012 est une étape dans la "longue marche" de la revendication linguistique. A coup sûr, il y en aura d'autres, quand on connaît l'autisme qui caractérise la sphère dirigeante française. Il n'empêche: "Marchons, marchons" mais jamais un sang impur n'abreuvera nos sillons dans la longue lutte pour l'égalité linguistique et le respect qui est dû à l'euskara, cette langue non indo-européenne, venue du tréfonds des âges, trésor de l'humanité.

## Sur votre agenda

### Apirila:

● **Jusqu'au dimanche 22, 15h-18h, ARBONA**

(Andereseroraenea). Exposition d'André Goupille, Claude Lalanne, Anne Cassou et Michel Tribouillard.

● **Vendredi 6 et samedi 7, SARA-LESAKA.** Gazte Martxa.

● **Vendredi 6, 13h45, AINHIZA MONJOLOSE**

(Laborantza Ganbara). Table ronde: "Comment les collectivités territoriales peuvent adapter la nouvelle PAC dans le sens de

*l'agriculture paysanne?"* avec Jean-Jacques Lasserre, Germinal Peiro et Bernard Péré.

● **Lundi 9, 10h30, SARA.** 29<sup>ème</sup> Biltzar des écrivains du Pays Basque.

● **Vendredi 13, 21h, BAIGORRI** (Bixentaenea). Presoen gauldia.

● **Vendredi 13, PAUSU** (Xaia). Argazki pintxo afaria. Holako dantzaldi taldea.

● **Samedi 14, 10h30, DONAPALEU** (Mediateka). Daniel Landart eta bi antzerkilari, "Ahularen indarra" liburua ezagutarazteko.

## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

Deiadar ..... 4 et 9  
Procès Bateragunea ..... 11

● CAHIER N°2 «ALDA» ..... quatre pages de 5 à 8

2012ko apirilaren 9an

deskubritu  
**Deklinabide**

Michel Oronos  
Jean Haritschelhar  
Christian Velez

**liburuki harrigarria**

**33 testu bereziak irudikatze berriztatua**

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190